



Bordeaux le 2 février 2013

Objet : Communiqué de presse suite à la diffusion de l'émission des infiltrés

### POLE EMPLOI

Une urgence : « le retour de l'humain »

La situation, dévoilée dans l'émission des infiltrés hier soir, sur Pôle emploi n'a rien d'étonnante. En effet ce reportage montre ce que AC ! conteste depuis la mise en place de Pôle emploi.

- Une deshumanisation galopante à tous les niveaux ayant pour conséquence l'augmentation de la violence des deux cotés du guichet.
- Une politique de gestion par les chiffres ce qui entraîne une pression énorme sur les agents avec pour conséquence du stress et des suicides.
- Un manque criant d'effectifs correctement formés à Pôle emploi
- La précarisation des agents de Pôle emploi
- La mise en place du plan stratégique 2012-2015 qui ne respecte pas l'égalité de traitement républicain. Cette réforme a pour but de faire des économies par un traitement « light » de certains demandeurs d'emploi afin de dégager des marges de manœuvre pour faire face à la montée du chômage qui va continuer en 2013 .
- La stratégie «Bulldozer » pour faire baisser les chiffres du chômage par les radiations. Rappelons ici qu'en décembre 2012 l'augmentation des radiations est de + 25%.

Ce qui est gênant c'est qu'une bonne partie des agents de ce "service public" se plie à la politique des statistiques et n'hésite pas à se transformer en bourreau en radiant des gens qui sont dans des situations plus que difficile.

Il est dommage que la vraie question de fond sur l'emploi n'est pas été traité. En effet des conseillers emploi pour aider les chômeurs à aller vers quels emplois ? Quand l'emploi devient rare ou est inexistant. Ce qui pose l'incohérence de la sanction des chômeurs qui doivent toujours prouver qu'il recherche un emploi. **AC ! demande d'ailleurs l'arrêt immédiat de toutes sanctions et de toutes radiations. Au passage nous signifiions notre désaccord avec le médiateur national de Pôle emploi, Jean Louis Walter qui propose l'arrêt des radiations sur absence à convocation mais qui souhaite introduire une graduation dans les sanctions. Nous disons que les radiations sont toute injustes et qu'en conséquence il ne doit y avoir ni sanction, ni graduation dans la sanction.**

Le passage sur la gestion de l'accompagnement des chômeurs par la sous-traitance privés est extrêmement signifiant des logiques financières recherchées par ces patrons voyous qui souhaitent faire de l'argent avec la pauvreté. D'ailleurs d'après certaines études ces cabinets privés sont très

Écoutez l'émission "AC! Tonne" tous les **mercredis** à 17h sur **La Clé des Ondes 90.10 Mhz**

loin d'être aussi performant que Pôle emploi. Vu le reportage vous pouvez donc imaginer leur degrés d'incompétence. Nous disons que l'argent public ne doit pas être distribué à ces entreprises rapaces mais réservé au service public de l'emploi. Afin qu'il dispose des moyens financier et en personnel pour assurer un vrai accompagnement humain pour tous les demandeurs d'emploi.

Nous demandons au gouvernement qu'il instaure la continuité des droits sociaux tout au long de la vie professionnelle en garantissant la continuité du revenu dès le premier jour de chômage ainsi que la garantie d'une formation choisie, l'accès pour tous à un service de l'emploi performant en permettant l'amélioration de Pôle emploi et la création d'un revenu garantie pour tous avec ou sans emploi.

Pour AC ! Gironde

Joëlle Moreau Présidente